



Des quartiers populaires en temps de crise sanitaire : entre altérité et exemplarité

Working-Class Suburb in a Time of Sanitary Crisis : Caught Between Otherness and Exemplarity

Isabelle Garcin-Marrou

Sciences Po Lyon, UR 4147 - Équipe de recherche de Lyon en sciences de
l'information et de la communication (Elico)

isabelle.garcin-marrou@sciencespo-lyon.fr



Résumé :

Le traitement médiatique de la crise Covid19 a fait apparaître des discours médiatiques très stigmatisants pour les quartiers dits « populaires » — quartiers pauvres, à forte densité de population, dont les résident·es constituaient aussi les travailleur·euses de la « 3e ligne », employé·es dans les services marchands, les services de soin, les transports. Les discours ont ainsi beaucoup insisté sur les transgressions de confinement, les comportements de désobéissance, mais ils ont laissé apparaître des portraits un peu différents, consacrés aux « travailleur·euses essentiel·les », « héro·ïnes du quotidien ». Dans ce double mouvement discursif, et dans une temporalité politique de forte réaffirmation de l'autorité de la République dans la régulation des comportements individuels, la presse française a ainsi signifié, à des degrés divers selon les quotidiens, une forme de reconnaissance à celles et ceux qui, figures républicaines exemplaires quoique issues des quartiers usuellement altérisés, faisaient tenir le pays.

Mots-clés : presse française ; confinement ; discours médiatiques ; quartiers populaires ; travailleuses et travailleurs essentiels.

Summary:

Media coverage of the Covid19 crisis revealed a highly stigmatising view of so-called « working-class » neighbourhoods – poor, densely populated neighbourhoods whose residents were also 'third-line' workers, employed in commercial services, healthcare and transport. The discourse focused on the transgressions of confinement and disobedient behaviour, but it also gave rise to slightly different portraits of the « essential workers », the « heroines of everyday life ». In this dual discursive movement, and at a time when the authority of the Republic in regulating individual behaviour was being strongly reaffirmed, the French press showed, to varying degrees depending on the daily newspaper, a form of recognition for those who, as exemplary republican figures albeit from the usually ostracized neighbourhoods, held the country together.

Keywords: French press ; lockdown ; media discourse ; working-class neighbourhoods ; essential workers.



Pourquoi vouloir, dans une réflexion collective sur les liens entre République autoritaire et autorité/autoritarisme, analyser les récits médiatiques portés sur les jeunes et les quartiers populaires pendant le premier confinement et, dans le même mouvement, les récits consacrés aux héroïnes du quotidien que semblaient être devenu·es les travailleur·euses essentiel·les, salarié·es des transports et des commerces d'alimentation, agent·es de nettoyage, employé·es des pompes funèbres ? Pendant le premier confinement lié à la pandémie du Covid-19, en France (17 mars - 31 mai 2020), nous avons pu observer une réactivation des récits médiatiques consacrés aux « quartiers populaires », dans lesquels les transgressions semblaient importantes, où le couvre-feu semblait ne pas être respecté, notamment par les jeunes habitants — des jeunes hommes, non-blancs (le masculin n'est pas ici utilisé par hasard ; les discours médiatiques ont surtout mis en scène des figures de jeunes hommes qui transgressent les lois de la République)¹. Or, en région parisienne, particulièrement dans le département de la Seine-Saint-Denis – et dans les grandes métropoles françaises – ces quartiers populaires sont ceux d'un habitat très dense, d'une population plutôt pauvre et de logements petits. Le confinement strict, avec très peu de possibilité d'accès à des espaces extérieurs (voire à des espaces verts), a donc eu des répercussions très délétères sur ces quartiers et sur leurs habitant·es ; les jeunes gens sont sortis de chez eux, en dépit de l'interdiction de le faire.

Pendant cette période, par ailleurs, de nombreux sujets télévisés ont proposé des représentations stéréotypées de la tendance « naturelle » des jeunes habitants à la transgression, mettant en scène le non-respect du couvre-feu par ces jeunes gens, pendant que des vidéos, devenant rapidement virales sur Twitter, montraient la réponse étatique à cette transgression, par des contrôles de police très violents, au pied des barres d'immeubles. La République se manifestait alors dans toute son autorité et la tonalité médiatique ambiante, notamment télévisuelle, semblait insister sur les transgressions et la

1 Voir notamment Camille Noûs (2019) ou encore le retour sur la situation des jeunes gens, dans *Libération*, le 1^{er} juillet 2022, « Amendes abusives : pendant le confinement, “un acharnement” dans les quartiers populaires », [En ligne], https://www.liberation.fr/societe/amendes-abusives-pendant-le-confinement-un-acharnement-dans-les-quartiers-populaires-20220701_AIO2IVNXHJHTVPH4KRI3XDWGV/ (page consultée le 09/12/2023).



désobéissance, dans une période de lutte contre la pandémie qualifiée, par le chef de l'État français, Emmanuel Macron, de période de « guerre » (Allocution télévisée annonçant le confinement, 16 mars 2020). Dans cet état de guerre (et dans une perspective hobbesienne, qui fait du respect de l'ordre [du] souverain la condition *sine qua non* de la survie de l'État), l'ordre républicain ne semblait donc pouvoir souffrir aucune transgression ; il en allait du sort de la Nation.

Or, dans les médias, ces récits des transgressions se sont « heurtés » (d'un point de vue discursif) à d'autres récits, qui ont porté un regard médiatique plus inattendu sur les héroïnes du quotidien confiné ; les employé·es des magasins d'alimentation, les soignant·es, les salarié·es des transports en commun. Ces récits empruntaient la grammaire du portrait (Wrona, 2012), qui permet de représenter le social par la mise en valeur de figures individuelles (et qui constitue un genre éditorial et journalistique ancien). Adeline Wrona qualifie ainsi le portrait médiatique comme relevant d'un « emblème social » — en l'occurrence, l'emblème permet de dégager des figures exemplaires de comportements valorisés, vertueux, qui soutiennent la vie du collectif, la société mise à mal par le virus et le confinement. Mais, en miroir, le portrait permet également la stigmatisation de comportements dévalorisés, qui viendraient mettre à mal la société.

Ce balancement des récits semble ainsi marquer une bipartition dans la norme républicaine mobilisée par les médias ; d'un côté, ceux qui transgressent sont qualifiés comme remettant en cause l'ordre républicain (censé assurer la survie de l'ensemble sociopolitique) ; de l'autre, ceux qui servent le collectif et lui permettent de continuer à vivre dans cet état d'exception engagent l'ensemble sociopolitique dans la nécessité de reconnaître la dette due aux héroïnes du quotidien. La République « autoritaire » est alors aussi une République redevable, mais elle l'est — et c'est là toute l'originalité de la situation — envers celles et ceux qui sont issu·es, comme les jeunes gens qui transgressent, des quartiers populaires, altérisés et stigmatisés (dans une grande majorité des discours médiatiques de routine). Or, nos travaux antérieurs, développés sur une longue période et portant sur les territoires dits « altérisés » (aussi désignés comme « quartiers populaires »



ou « quartiers »), nous ont en effet conduite, de façon répétée, au résultat de recherche selon lequel :

La polysémie de désignation ou de qualification de ces espaces urbains par les policiers, magistrats, élus et journalistes manifeste l'oscillation constante dans l'identification des voix autorisées à définir ces espaces : « banlieues », « quartiers périphériques », « quartiers sensibles », « zones de relégation », « zones de non-droit » ; les formulations du territoire sont lourdes d'enjeux de pouvoir et de savoir (Garcin-Marrou, 2019, 162).

Les enjeux de l'analyse des représentations du territoire, de ses habitant-es et des stéréotypes resurgissent donc face à ces récits médiatiques ambivalents proposés en temps de confinement, de même que réémerge la question de savoir quelles figures narratives incarnent, dans les discours médiatiques, l'ordre et le désordre, la légitimité ou l'illégitimité du statut de citoyen d'une République qui réaffirme son autorité mais qui va aussi se trouver redevable vis-à-vis de citoyen·nes construit·es, narrativement, comme exemplaires.

L'identification de l'ombre portée, dans les discours médiatiques, par une République « lieu » foucauldien de l'autorité, passe donc par une analyse critique des figures stéréotypiques pour comprendre comment les mécanismes de savoir/pouvoir de la société disciplinaire panoptique réalisent « un pouvoir qui objective insidieusement ceux à qui il s'applique » (Foucault, 1975, 256). Le confinement, impliquant un exercice urbain de l'autorité, place les médias en position d'objectiver — de qualifier ou de disqualifier — les citoyen·nes en fonction de leur respect de la contrainte appliquée aux corps et aux espaces. Or, dans ces discours médiatiques en temps de confinement, les stéréotypes usuels sur les quartiers populaires (« zones de non-droit », « quartiers sensibles », « quartiers périphériques ») et leurs habitant·es ont semblé partiellement bousculés ; la crise sanitaire et ses mesures de restriction ont fait apparaître, issues de ces lieux altérisés, des figures héroïques inhabituelles.

L'objectif du présent article est donc de comprendre sur quels ressorts discursifs, narratifs, sociaux et politiques s'est fondée cette dynamique des récits médiatiques pendant le premier confinement, et comment les médias ont mobilisé un ordre républicain



(transgressé ou redevable) pour qualifier ou disqualifier les figures des jeunes et des travailleur·euses héroïques issues des quartiers populaires.

Corpus et méthodes

Pour comprendre ces évolutions dans les récits médiatiques et dans les stéréotypes mis en jeu ou déconstruits, nous travaillons sur la presse quotidienne nationale française pour constituer un corpus dont la fréquence de parution, quotidienne, permet de saisir une diachronie des récits au long de la période. Le choix de ne retenir que les quotidiens nationaux est lié à deux autres caractéristiques de cette presse : elle est diffusée sur l'ensemble du territoire national et elle rassemble des journaux représentatifs de l'éventail politique français. Réserve de rigueur, nous rappelons que la presse n'est pas (ou plus) le média dominant — concurrencée par la télévision et par les réseaux sociaux numériques. Mais cette presse nationale conserve, surtout pour les quotidiens, une fonction de mise à l'agenda qui ne fléchit que peu dans la vie sociopolitique française. Par ailleurs, la presse quotidienne comprend des quotidiens de gauche (*l'Humanité* et, dans une moindre mesure, *Libération*), des journaux plutôt au centre de l'éventail politique (*Le Monde*, *La Croix*) et des journaux de droite (*Le Figaro*, *Les Échos*, *La Tribune* — ces deux derniers journaux étant spécialisés en actualité économique). Enfin, le quotidien *Aujourd'hui en France* — *Le Parisien* présente l'originalité d'articuler, en un même titre, un quotidien national et un quotidien régional pour l'Île-de-France (région densément peuplée, qui concentre 20 % de la population française et où les difficultés liées au confinement ont été aiguës).

Le choix de la presse quotidienne nationale française permet donc d'aborder, pour cette étude, un matériau médiatique emblématique des grandes tendances discursives et narratives dans le traitement des actualités sociopolitiques. La constitution du corpus obéit à une logique classique de moisson par mots-clefs sur la base de presse en ligne Europresse, dans une période déterminée — ici du 16 mars au 31 mai 2020, période du premier confinement « dur » instauré par la loi et par un « état d'urgence sanitaire » en France.



Si la logique est classique, le choix des mots-clefs a cependant nécessité plusieurs ajustements ; les « héro·ïnes » de la pandémie n'étant pas qualifiées explicitement comme telles dans les articles. La recherche s'est donc effectuée par requêtes successives en deux directions : les trois premières requêtes étant consacrées aux quartiers populaires et aux jeunes habitants ; les trois secondes étant, elles, consacrées aux travailleur·euses, salarié·es et aux « lignes » — les « formules » « première ligne » et « travailleurs essentiels » s'étant « figées » (Krieg-Planque, 2009) dans les discours médiatiques pour désigner la proximité des travailleur·euses avec les risques d'infection en contexte professionnel. Dans chaque requête, le champ appelé a été le texte de l'article, afin de pouvoir récupérer les articles traitant du sujet travaillé dans un éventuel article plus long ou composite.

Les trois premières requêtes sont les suivantes et utilisent l'opérateur booléen « ET » : « covid » ET « travailleurs » ET « ligne » ET « salariés » / « covid » ET « héros » ET « ligne » / « travailleurs » ET « essentiels » ET « crise ». Les trois requêtes suivantes sont consacrées aux quartiers, en prenant comme exemple de territoires rassemblant des quartiers altérisés le département, limitrophe de Paris, de la Seine–Saint-Denis : « covid » ET « confinement » ET « Saint Denis » / « covid » ET « jeune » ET « quartier » / « jeunes » ET « quartiers » ET « crise »².

Ces six requêtes permettent d'identifier, au total, 702 « documents » (articles de quotidiens nationaux), mais bien entendu, certains articles ressortent de plusieurs requêtes. Pour mener une analyse automatisée du discours, il aurait fallu éliminer les doublons. Notre choix méthodologique a été différent et a procédé en deux temps, nous permettant une analyse sémiotique — narrative — des discours médiatiques et des stéréotypes qui s'y déploient (Garcin-Marrou et Hare, 2019, 153 *sq.*). Cette approche permet par ailleurs de saisir comment s'instaurent les figures — ou, dit autrement, les « actants

2 Précision de méthode : nous avons lancé des requêtes, sur les termes non-épiciènes, au masculin et au féminin, mais les articles sont majoritairement « sortis » avec les requêtes au masculin. Cela est évidemment un indice de la dimension genrée structurant ces figures dans les récits médiatiques — et les stéréotypes qui leur sont consubstantiels. Précisons aussi que les quotidiens n'utilisent pas de graphie inclusive ; les travailleuses sont donc englobées dans la figure des travailleurs.



sémiotiques » — des récits médiatiques dont la qualification ou la disqualification permet aux médias de dire la loi de la République, la transgression ou l'exemplarité.

Pour réaliser cette approche sémiotique, et face à ce vaste corpus, nous pensons procéder par repérage des « pics médiatiques », constitués par les jours où la presse publie le plus sur un sujet donné (les « pics » sont par ailleurs repérés par la base Europresse). Ces pics correspondent usuellement à ce que Sophie Moirand qualifie de « moments discursifs » (Moirand, 2007), où les discours médiatiques se cristallisent, se répondent, s'entretiennent pour former un moment spécifique, un événement, dans la matérialité et la mémoire discursives, sociales et politiques.

Or, les pics ne correspondent qu'à des augmentations d'articles qui, après une première lecture, s'avèrent non pertinents pour notre étude³. Cela signifie aussi que les mots-clefs sont encore trop larges ou, et c'est une hypothèse de l'analyse qualitative, que le sujet est diffus et n'est pas traité frontalement par les médias — il n'est donc pas immédiatement repérable par les mots-clefs.

Nous avons donc réalisé une lecture exhaustive des 702 documents pour relever, manuellement, ceux qui constituaient des items pertinents, *i.e.*, qui traitaient des jeunes habitants et/ou des travailleur·euses essentiel·les en proposant un récit⁴. Pour réaliser

3 Les articles non retenus ne sont pas pertinents pour deux raisons principales : ils ne proposent pas de récit (même minimal) au sujet des figures que nous étudions et se contentent de les mentionner au détour d'un propos consacré à d'autres sujets ; ou ils sont extrêmement courts (et le récit médiatique ne peut s'y déployer).

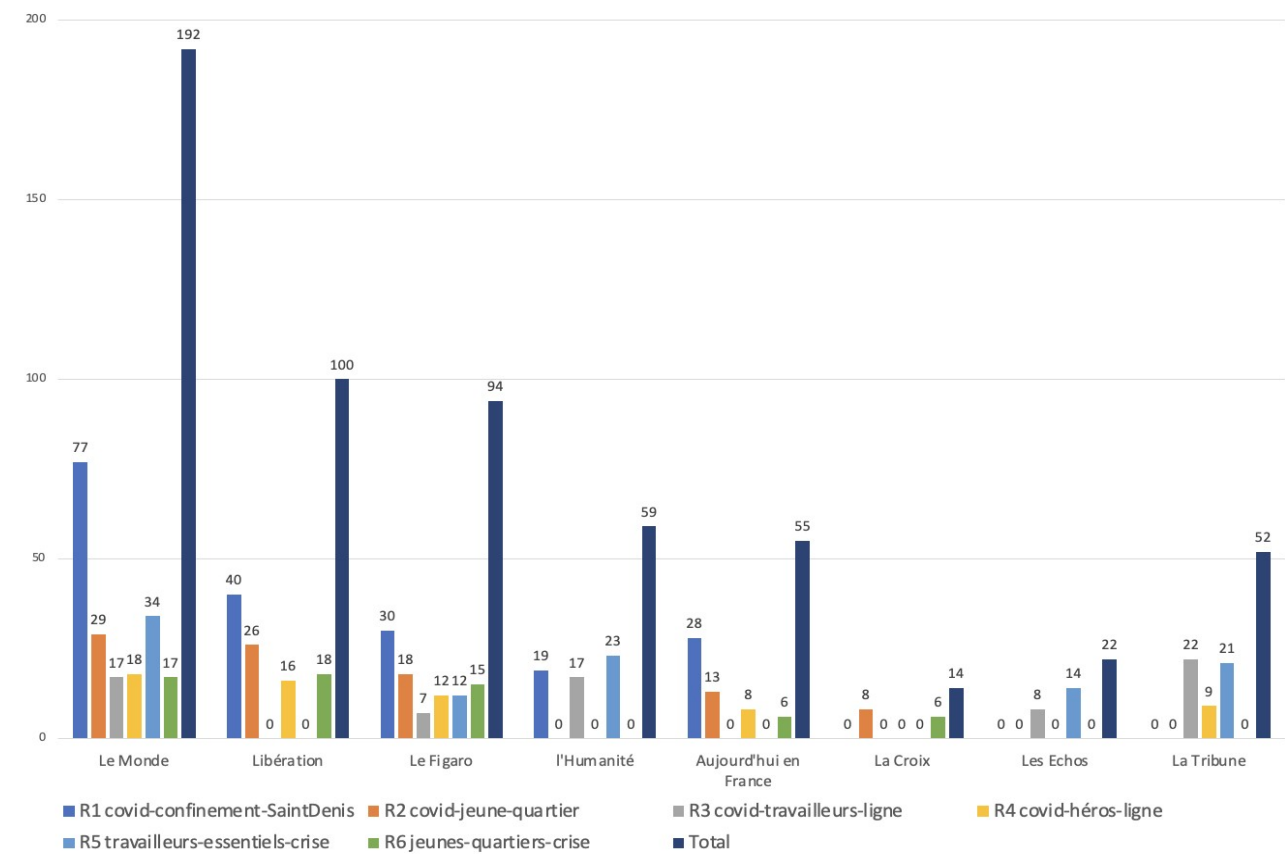
4 L'analyse sémiotique narrative implique de repérer, dans le grain fin des discours, les éléments lexicaux qui construisent la figure du personnage (noms, adjectifs et verbes qui qualifient — ou disqualifient — les personnes et leurs actions). Cette méthodologie ne peut pas être mise en place pour 702 articles ; nous avons donc sélectionné les articles qui offraient une structure narrative minimale — qui racontaient quelque chose, dans les différents journaux du corpus et dans toute la période étudiée. Les 39 articles retenus correspondent à l'ensemble des articles qui, dans la collecte initiale des 702 items sur Europresse, propose un récit concernant les jeunes gens ou les travailleur·euses essentiel·les. Ces articles sont parfois appelés en Une, parfois constituent un éditorial (un dans *La Croix* et un dans *L'Humanité*), sont développés en page intérieure, dans des rubriques assez différentes (« Politique », « Société », « Économie », « Fait divers », « Événement », la rubrique d'ouverture de *Libération*, « Coronavirus », la rubrique spécifique du *Monde*) ; ils font entre deux paragraphes et plusieurs pages. La variété de leur contexte éditorial de publication constituerait un autre angle d'analyse qualitative, que nous ne retenons pas ici, pour aborder en



l'analyse qualitative, nous déployons une perspective narrative, greimassienne, qui cherche à identifier comment sont élaborées les « figures » du récit à partir, notamment, de leurs compétences et de leurs performances (Greimas, 1983), et un repérage lexical qui identifie les termes soutenant la construction de ces figures. De cette combinaison entre collecte quantitative, repérage manuel et regard qualitatif émergent quelques résultats que nous présentons et que nous discutons.

La production médiatique : volumétrie et répartition

Le premier graphique présente le nombre total d'articles par journal et par requête.



Graphique 1 : Nombre d'articles par journal et par requête

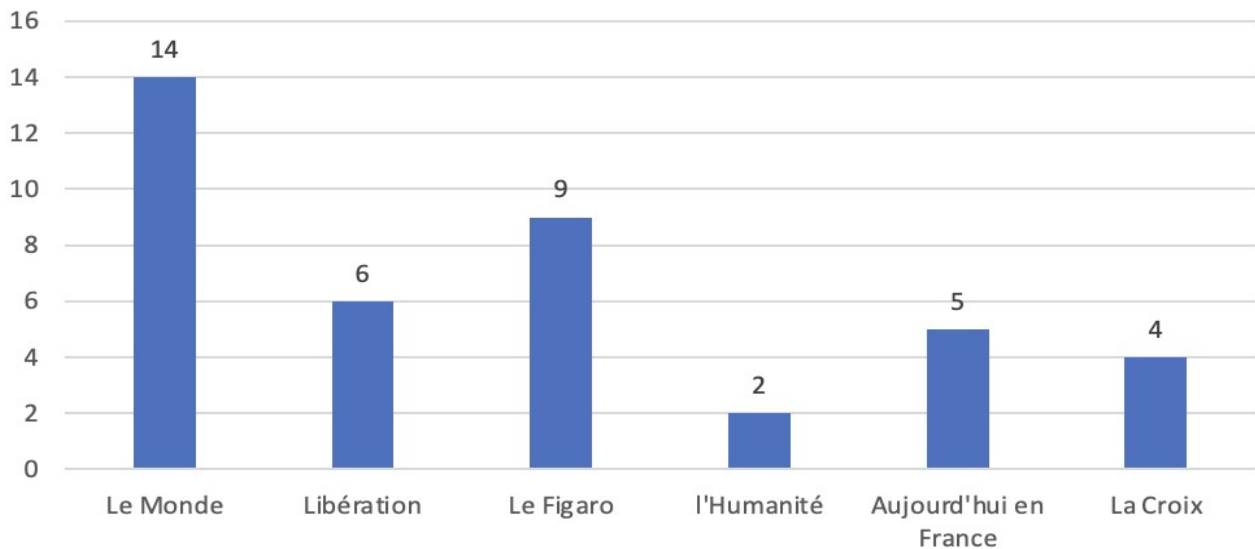
détail les enjeux narratifs.



En prenant en compte l'ensemble des articles collectés lors des six requêtes, un quotidien se dégage nettement du point de vue du nombre d'articles produits ; le quotidien national de référence, au centre de l'éventail politique, *Le Monde*. Sa production est particulièrement consacrée aux questions posées par le confinement dans le département de la Seine–Saint-Denis, où se concentrent précarités économique, sociale et, apparaissant rapidement, sanitaire. Suivent, avec une production inférieure de presque la moitié, les deux quotidiens nationaux *Libération*, ancré à gauche, et *Le Figaro*, ancré à droite. Nous remarquons cependant que, pour *Libération*, il n'y a pas de résultat pour les requêtes « covid - travailleurs - ligne » et « travailleurs - essentiels - crise ». Or, le quotidien a une production importante ; il faudra donc comprendre ce qui se joue dans les angles éditoriaux retenus qui puisse expliquer ce silence des deux requêtes. *L'Humanité*, quotidien communiste, *Aujourd'hui en France*, quotidien populaire, national et régional pour l'Île-de-France, et *La Tribune*, quotidien économique, ont une production encore inférieure de moitié, comportant des silences sur plusieurs requêtes, qu'il faudra également éclairer ; *La Tribune* concentre ses articles sur les travailleurs, avec un angle « économie / emploi » qui produit, finalement, une absence d'articles sur les thématiques que nous analysons. Enfin, *La Croix*, quotidien chrétien, produit quelques articles consacrés aux jeunes et aux quartiers populaires.

En affinant le regard par l'analyse de la distribution des 39 articles finalement retenus, quelques résultats peuvent être dégagés.

La distribution par journal se présente comme suit (graphique 2) :



Graphique 2. Distribution par journal des 39 articles retenus pour l'analyse

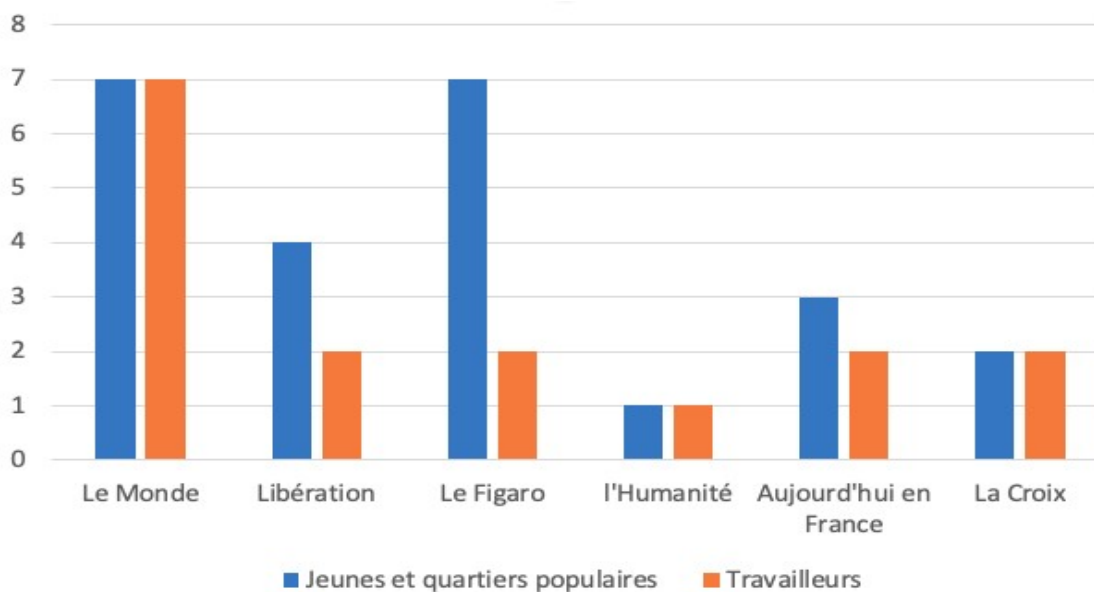
Notons tout d'abord que *Le Monde* demeure le quotidien qui publie le plus sur le sujet, alors que l'équilibre observé entre *Le Figaro* et *Libération* pour la requête globale se rompt quand le regard est resserré sur les articles proposant un récit. *Le Figaro* continue à occuper une deuxième place, mais qui est plus importante, relativement, que celle constatée pour le corpus total. *Libération* rejoint une troisième place occupée aussi par *Aujourd'hui en France*, tandis que le journal *La Croix* redevient plus présent, devant *l'Humanité*.

Cette hiérarchie redistribuée nous a conduit à examiner aussi les articles « non pertinents » de *l'Humanité*, sur lesquels nous ne revenons pas dans cette réflexion parce qu'ils relèvent d'un angle éditorial non spécifique aux quartiers populaires ou aux jeunes gens. Ces articles expriment une opposition vive à la politique économique liée à la crise du Covid-19 et une inquiétude sur toutes les situations de chômage et difficultés économiques, mais ils ne déploient pas de récit sur les figures que nous étudions (ils sont sortis via les requêtes globales à partir des termes « crise » et « covid »).

Ces résultats quantitatifs, issus d'un ensemble d'articles plus restreint, conduisent également à privilégier l'analyse qualitative pour comprendre quels sont les ressorts éditoriaux des quotidiens. Mais le regard quantitatif sur le corpus pertinent rend possible



une dernière et brève analyse de la répartition des articles selon les grandes thématiques (« jeunes et quartiers populaires » vs « héros et travailleurs essentiels »). Les résultats, là aussi fondés sur un plus nombre restreint d'articles, nous indiquent cependant quelques éléments de compréhension des choix éditoriaux, qui tiennent notamment à la répartition, par journal, des articles consacrés soit aux jeunes gens soit aux travailleur·euses essentiel·les (graphique 3).



Graphique 3. Répartition des articles par journal et par thématique

Le résultat le plus saillant est ici celui de la répartition des articles du *Figaro*, dont la grande majorité se focalise sur les jeunes et les quartiers populaires. Nous verrons dans l'analyse qualitative que cette focalisation renvoie à une très forte altérisation des figures construites par le quotidien de droite. Pour les autres quotidiens, la répartition dans les deux grands ensembles de thématiques (liées aux requêtes) est relativement équilibrée (un seul article de différence pour *Libération*), ce qui permet de conclure, provisoirement, à une attention égale portée par les quotidiens aux jeunes gens des quartiers populaires et aux travailleur·euses essentiel·les — de première ligne. Ce résultat pourrait paraître tautologique, pourtant il témoigne, de façon simplement numérique, de l'existence de ces figures des travailleur·euses essentiel·les dans les récits médiatiques. Or ces figures ne



préexistaient pas, dans les discours médiatiques, à la crise du Covid-19⁵. Il s'est donc passé quelque chose, dans les récits consacrés aux quartiers populaires en temps de confinement, que l'analyse qualitative (narrative et lexicale) peut nous permettre de tenter de comprendre.

Des jeunes habitants entre transgression de l'autorité et survie

Un des premiers articles publiés par *Le Figaro*, le 20 mars, donne le ton de ce qui sera un discours constant. L'article, titré « La tension monte dans les “quartiers sensibles” », rappelle que « l'épidémie est un révélateur de la crise des “quartiers sensibles” » et fait parler un responsable policier qui « déplore que “des individus, minoritaires, s'y considèrent au-dessus des lois” ». Un peu plus loin, le quotidien mentionne des agressions de policiers, mal équipés contre le virus, dans plusieurs « cités » ou « banlieues » et indique que « les trafiquants de drogue semblent, eux, plutôt bien équipés ». Cet angle éditorial — la description et la dénonciation des transgressions — se retrouve dans plusieurs articles du *Figaro*, comme celui publié le 25 mars, « Les forces de l'ordre en première ligne », où après quatre paragraphes de description du sous-équipement des policiers et gendarmes, le quotidien insiste sur « les banlieues sous tension » et sur l'inquiétude du ministère de l'Intérieur quant à un « épisode de violences urbaines plus généralisé ». Le 31 mars, *Le Figaro* réitère son alerte en titrant « La peur d'un second front en banlieue » et en amorçant son récit par la question suivante : « Y a-t-il des consignes en haut lieu pour éviter d'appliquer à certains quartiers sensibles toutes les rigueurs du confinement, par peur d'un embrasement généralisé des banlieues, comme en 2005 ? » La mémoire des révoltes urbaines de 2005, consécutives à la mort par électrocution de deux jeunes garçons qui, poursuivis par la police alors qu'ils revenaient d'un entraînement de football, s'étaient

5 Une requête faite sur Europresse, à partir des mêmes termes que ceux employés pour notre étude, mais pour les 5 ans précédant le confinement de 2020, fait apparaître seulement 3 articles, relatifs à une crise financière à Londres ou au *shutdown* de janvier 2019 aux États-Unis qui priva des fonctionnaires fédéraux de leurs revenus.



réfugiés dans un transformateur électrique, est fortement réactivée. Le 2 avril, le quotidien titre sur une « cité des quartiers nord de Marseille⁶ » : « À la Castellane, les dealers déconfinés », en expliquant que « les habitants s'efforcent de respecter le confinement, alors que les “jeunes” poursuivent leurs trafics ».

Cette tonalité discursive du *Figaro*, ancrée dans le rappel constant des transgressions et de la nécessité que l'ordre règne, n'est pas partagée par les autres quotidiens, y compris quand ceux-ci abordent les questions liées à l'économie parallèle des trafics. Ainsi, le 27 mars, *Libération* titre « Touché par le virus, le trafic en pleine mutation » et, décrivant l'adaptation des circuits de vente sur internet, fait le constat d'une diminution des transactions dans l'espace public tout en faisant état des inquiétudes de responsables policiers sur les conséquences possibles :

Plus encore que la pénurie qui se profile, certains craignent des répercussions sur la paix sociale dans les semaines à venir. « La raréfaction de l'offre va favoriser l'augmentation des prix et donc mécaniquement de la violence » s'inquiète le préfet des Yvelines [...] En off, certains assurent que l'instauration d'un couvre-feu dans les banlieues serait le meilleur moyen d'éprouver des quartiers déjà fortement éprouvés.

Le quotidien de gauche ne fait donc pas l'économie de la description des effets de la crise sur l'économie parallèle, mais il articule ces effets avec la situation fragile (économiquement et socialement) des quartiers où les précarités se conjuguent et enferment, d'une autre façon, les habitant-es.

Pour son premier article sur les jeunes habitants des quartiers populaires, *Le Monde* titre sur ces précarités : « Dans les quartiers, la difficulté de rester confiné. » Le quotidien raconte ensuite les difficultés à faire respecter les consignes et le lien de ces difficultés avec les conditions de vie :

6 Les « quartiers nord de Marseille » renvoient, sans qu'il soit besoin d'explication pour les lecteur-trices français-es, aux quartiers populaires, zone d'habitation de grands ensembles où se cumulent, comme en Seine-Saint-Denis, les précarités économique et sociale touchant des populations majoritairement racisées.



Si la Seine–Saint-Denis concentrait dans les premiers jours du confinement près de 10 % des infractions nationales, dans nombre de quartiers populaires de France, et principalement dans les grands ensembles, les consignes peinent à se faire respecter. Grappes de jeunes dans les stades de foot municipaux, adolescents qui fument la chicha aux pieds des immeubles, mères avec de jeunes enfants aux agrès... Les habitudes ont la peau dure et les conditions de vie, familles nombreuses, logements exigus et mal insonorisés, illettrisme, illettrisme... rendent le quotidien entre quatre murs particulièrement pénible. Les relations très dégradées avec la police n’arrangent rien.

Le constat des difficultés est fait, mais il est immédiatement ancré dans une autre causalité que la délinquance des jeunes.

Dans la même veine, et poursuivant sa déconstruction des stéréotypes, *Libération* revient sur cette image des quartiers en temps de pandémie, dans un long article publié le 3 avril et titré « “En banlieue, je n’ai pas vu de gens dans les parcs” ». Le titre dit déjà, en creux, la distorsion des discours quand des habitant·es de quartiers plus favorisés peuvent bénéficier d’espaces verts pour sortir alors que les habitant·es des « banlieues » (implicitement populaires et défavorisées) en sont privés. L’article précise ensuite qu’en « Seine–Saint-Denis, malgré les idées reçues, le confinement fonctionne » et poursuit :

Le 93 reste la valeur sûre quand le procès de la banlieue s’ouvre — comme pour chaque crise nationale. Ce territoire a une image bétonnée jusqu’à l’os : d’aucuns en parlent comme s’il était un HLM géant s’étalant sur 200 km et des poussières. En théorie, la Seine–Saint-Denis, collée à Paris, représente tout ce qu’une contagion adore. Petite, dense et pauvre. Les statistiques sont cruelles et les faits encore plus têtus que les responsabilités individuelles.

C’est ici la stigmatisation systématique des jeunes qui est dénoncée, pas les transgressions à la loi.

Au bout d’un mois de confinement, le 12 avril, le quotidien national-régional, *Aujourd’hui en France*, fait également le constat de la capacité de survie des quartiers populaires. Dans un article titré « Les cités n’ont pas craqué », le journal cite le service central du renseignement territorial (SCRT) qui fait le constat du calme des cités :

malgré les craintes initiales de flambée des violences urbaines, les services de renseignement dressent un bilan plutôt positif du premier mois de confinement dans



les quartiers sensibles. « La situation reste globalement calme » et les incidents « limités », précise le SCRT dans ses notes. « C'est un mystère pour certains observateurs, admet un haut fonctionnaire de la Seine-Saint-Denis. Certains s'attendaient à ce que le confinement soit moins respecté, ce n'est pas le cas. » Rendu plus délicat par des conditions de vie difficiles — « quand on vit à cinq ou six dans un logement de 30 m², les journées sont longues », admet le même.

Le propos des services de renseignement policier vient ici à l'appui d'une déconstruction du stéréotype de la banlieue transgressive et fait surgir, par la voix d'un dépositaire de l'autorité, le rappel des conditions de vie difficiles des habitant·es de ces quartiers populaires. L'énonciateur, représentant l'autorité républicaine, rejette implicitement le stéréotype de la jeunesse altérisée, transgressive et faisant fi de l'autorité, en ancrant les possibilités de transgression dans un autre ordre explicatif — celui des conditions de vie.

Cette déconstruction du stéréotype, qui évoque les transgressions possibles mais n'en fait pas un critère de définition essentialisante des jeunes habitants des quartiers populaires, est aussi celle que propose le quotidien catholique *La Croix*, dans un portrait long de la ville de Bondy, une des communes très peuplées de la Seine-Saint-Denis. Dans ce reportage du 23 avril, titré « À Bondy, élus et habitants sur tous les fronts », et après avoir décrit la solidarité et le courage des habitant·es, le récit revient sur les jeunes, en donnant la parole à un prêtre dont le propos opère la déconstruction du stéréotype :

Certains habitent juste à côté, à Bondy Nord, dans les grands ensembles de logements sociaux de Noue-Caillet. Des guetteurs sont toujours postés au coin des rues et une minorité de jeunes continue de tenir les murs au pied des barres, sans donner l'impression de connaître le concept de la distanciation physique. « Oui, mais le confinement, ici, est aussi héroïque », corrige le père Patrice Gaudin, dont on imagine que la poignée de main serait énergique dans d'autres circonstances. Ce prêtre est bien placé pour en parler. Il vit au cœur de cette cité où des fratries de six enfants se retrouvent parfois coincées entre quatre murs.

Les « jeunes » tiennent donc les murs, les « guetteurs » sont là pour le trafic, mais pour le quotidien, qui s'appuie sur les propos du prêtre, la situation est particulièrement difficile dans le quartier pauvre, où les habitant·es sont entassé·es dans des grands ensembles de logements sociaux. Et c'est dans cet article, qui convoque des éléments du stéréotype (les



jeunes hommes des banlieues, racisés, construits comme des délinquants défiant l'autorité de l'État par des activités délictuelles) mais en les maintenant à distance par l'intégration d'une voix autorisée (un énonciateur qualifié par son autorité spirituelle), que se lit aussi, en tout début de reportage, le portrait d'un travailleur essentiel, figurant les héroïnes du quotidien auxquels les journaux donnent une parole auparavant absente des récits médiatiques. Cette figure héroïque va être construite, par la majorité des journaux, comme incarnant celles et ceux à qui la République doit quelque chose, au contraire des jeunes gens des quartiers, auxquels la République applique son ordre et son autorité.

Des travailleur·euses essentielles, figures exemplaires d'une dette républicaine

Les récits consacrés aux travailleur·euses des premières lignes sont d'ailleurs inaugurés par *La Croix* qui, dès le 19 mars, titre un premier article « Travailleurs essentiels » :

De nombreux employés des secteurs essentiels — agroalimentaire, distribution, nettoyage, déchets — réclament de l'aide et des garanties. Certains sont sans solution de garde pour leurs enfants. D'autres craignent pour leur santé. Soulignons qu'ils font preuve d'un grand sens des responsabilités. Seule une infime minorité a choisi pour l'heure d'exercer son droit de retrait.

L'héroïsme est ici celui du sens des responsabilités qui conduit ces salarié·es des métiers si peu considérés à continuer à assurer leur tâche, malgré les risques et les inquiétudes.

Le lendemain, le 20 mars, la même tonalité se lit dans le quotidien communiste *l'Humanité*. Titré « Chair à canon », l'article souligne la situation difficile des travailleur·euses essentiel·les :

Sur les champs de bataille, on appelait ça de la chair à canon. Des soldats de petit grade envoyés au front sans moyen ni espoir d'en revenir. En ces temps de guerre sanitaire, nombreux sont les salariés à avoir désormais le sentiment d'être de la chair à virus, sacrifiée au feu de cet « ennemi invisible » baptisé Covid-19. Caissières, livreurs ubérisés, manutentionnaires, maçons, éboueurs... Des centaines de milliers de travailleurs précaires, sans maison secondaire ni télétravail, se retrouvent aujourd'hui en première ligne de la contamination, obligés de venir trimer sous la



pression d'employeurs qui s'inquiètent plus de la survie de leur chiffre d'affaires que de celle de leurs employés.

Du quotidien catholique au quotidien communiste émerge donc, avec une tonalité plus ferme dans *l'Humanité*, une même préoccupation pour la situation des travailleur·euses de la première ligne. Et l'allusion faite par *l'Humanité* aux travailleur·euses « sans maison secondaire ni télétravail » dit bien ici le sort particulier de la classe laborieuse, mise en danger par l'épidémie et par la contrainte d'un travail qui ne s'arrête pas malgré le confinement.

Dans un récit plus long paru le 23 avril, *La Croix* fait apparaître ces héroïnes du quotidien dès le chapeau de l'article : « Éboueurs, aides-soignantes ou caissières, de nombreux habitants de Seine-Saint-Denis continuent à s'exposer au coronavirus pour travailler. Un fort élan de solidarité s'est aussi développé dans ce département pauvre, lourdement touché par l'épidémie et ses conséquences sociales. Reportage à Bondy. » Les métiers essentiels du quotidien, qui permettent à l'ensemble de la société de continuer à vivre pendant le confinement sont ici directement évoqués. Et l'article débute par l'évocation de l'héroïsme discret d'un agent de nettoyage :

Sa tenue orange fluo saute aux yeux sur le quai vide. À peine trois voyageurs attendent un train à la gare RER de Bondy et Djibril patiente, masqué et ganté, un chiffon et une bouteille [de nettoyant] à la main. Il est agent de propreté, chargé de désinfecter les lieux et les rames. Par obligation de travailler, coûte que coûte ? « Non, répond-il aussitôt. Personne n'est obligé. Je le fais parce que c'est une nécessité et que c'est utile ».

Plus loin, le quotidien évoque une autre « première de tranchée » (comme les désigne la maire de la commune de Bondy) :

Parmi les bénévoles des Chemins du cœur qui sillonnent Bondy, il y a Yasmine Yagoubi, dont la voix déborde d'enthousiasme : « Je fais en fonction de mon possible, une demi-journée par semaine, pour apporter de l'aide à mon échelle. » Cette jeune femme de 24 ans se trouve pourtant déjà en première ligne dans le combat contre le coronavirus. Infirmière fraîchement diplômée en 2019, elle exerce en intérim dans les hôpitaux parisiens, y compris dans des unités Covid des urgences.



Dans ces deux courts portraits, *La Croix* interroge des habitant·es que leurs prénoms et noms rattachent a priori à une origine issue de l'immigration — et cela est évidemment un symbole politique qui, quoique discret, signifie au lectorat que celles et ceux qui sont souvent renvoyés à leur classe dominée et racisée sont également ces héroïnes du quotidien.

Un angle narratif proche se trouve dans les colonnes du *Monde*, qui propose, le 30 mars, une série de portraits de ces héroïnes dans un article titré « Les travailleurs étrangers en première ligne face au coronavirus ». Remarquons ici que si *La Croix* évoquait des personnes racisées, mais pas nécessairement étrangères, *Le Monde* appréhende la situation à partir des personnes qualifiées d'emblée comme étrangères. Cet article propose d'ailleurs un pas de plus dans la déconstruction du stéréotype de l'homme racisé « étranger » à la Nation et à l'ordre républicain, en revenant sur un héros sans-papier :

Hamidou Sow prend le bus, le RER et le métro tous les matins. Depuis la Seine-Saint-Denis, où il habite, il rejoint le sud de Paris. Ce Sénégalais de 38 ans travaille dans le nettoyage et son employeur ne lui a pas donné congé. Au contraire. Sur un chantier géré par un grand groupe de BTP, il récuré bungalows, toilettes et espaces de restauration au quotidien. « Mercredi, on nous a fourni des gants, des masques, du gel hydroalcoolique », énumère-t-il. Alors, il se sent « un peu protégé ». Hamidou Sow est en cours de régularisation. Comme de nombreux travailleurs étrangers, il évolue dans des secteurs aujourd'hui fortement sollicités, malgré les consignes de confinement. « Les travailleurs étrangers, avec ou sans titre de séjour, sont en première ligne dans les activités de nettoyage, de ramassage et de tri de déchets, d'aide à la personne, d'agriculture ou de commerce, indispensables aujourd'hui », considère Marilyne Poulain, chargée des questions liées aux travailleurs sans-papiers à la CGT.

Citant une responsable syndicale de gauche, le quotidien énonce très directement le rôle essentiel joué, ici, par un travailleur sans-papier, en cours de régularisation, qui, tout en vivant dans le département où se concentrent les difficultés, continue à travailler et à nettoyer des lieux où se poursuit une activité professionnelle. Face à la figure des « jeunes gens vivant en banlieue », majoritairement construite comme posant problème à la société française — et donc assignée à une altérité qui fait fi de la nationalité française de ces jeunes hommes, le héros est certes sans papier, mais il est un « travailleur essentiel ». Le stéréotype altérisant ne fonctionne plus pour raconter des hommes et des femmes,



inscrit·es dans des catégorisations sociales (genre, âge, etc.) plus diversifiées, et qui, par ailleurs, permettent à la République de tenir le choc du confinement.

Le même jour, 30 mars, *Le Figaro* publie un de ses rares articles présentant de courts portraits de ces travailleur·euses essentiel·les. Titré par la citation d'une directrice d'agence de services, « Nous nous sentons investis d'une mission, nous avons continué à travailler pour ne pas passer pour des déserteurs », l'article s'ouvre par le récit du décès d'une caissière, employée d'un magasin d'alimentation de Seine–Saint-Denis :

Morte au champ d'honneur. Caissière dans l'hyper Carrefour de Saint-Denis, au nord de Paris, Aïcha Issadounène est décédée la semaine passée. C'est la première victime du coronavirus dans la grande distribution. Cette disparition d'une salariée depuis 30 ans chez Carrefour a ébranlé l'ensemble du groupe, mobilisé pour nourrir les Français, contraints au confinement. Certes, les mesures de précaution sanitaire ont été renforcées depuis qu'Aïcha Issadounène a contracté le virus. Mais son décès met en lumière les risques pris par les salariés qui sortent chaque jour de chez eux pour aller travailler.

Le registre discursif reprend ici la métaphore guerrière utilisée par le Président de la République lors de son discours annonçant le confinement, et l'ensemble de l'article fait le tour des difficultés des dirigeant·es de commerce ou entreprises de services. Il faut noter aussi la mention du nom complet de la caissière décédée, qui dit aussi cette contribution des habitant·es issu·es de l'immigration à l'économie, au risque même de leur vie. Cet article est publié trois jours après un long reportage du quotidien, consacré à la ville de Bagneux (commune très populaire — et communiste — du sud de Paris). Dans cet article titré « Sous le calme apparent des cités de Bagneux se noue un drame sanitaire », *Le Figaro* fait cohabiter la description des difficultés liées aux logements exigus et la réitération d'une description des habitant·es altérisé·es :

« Évidemment qu'on a peur ! On se confine comme on peut, inch Allah, mais nos appartements sont petits », dit un chibani, au bout de la rue des Tertres. Quelques mètres plus haut, trois jeunes encapuchonnés remontent le trottoir, collés l'un à l'autre. Un barbu passe en trombe avec sa trottinette électrique, un ordinateur de bureau accroché dans un sac à son guidon. Pas sûr que ce convoi corresponde aux critères de l'« attestation de déplacement dérogatoire » en vigueur...



La mention du « barbu » renvoie aux barbes des musulmans pratiquants, quand les trois jeunes sont décrits comme « encapuchonnés », c'est-à-dire le visage dissimulé sous des capuches — stéréotype ici entier des « jeunes des quartiers ». Le portrait de la caissière décédée, publié le 30 mars, constitue ici une exception dans le registre stéréotypique usuel du *Figaro*.

C'est également par le portrait d'un salarié décédé que le quotidien national-régional, *Aujourd'hui en France*, instaure son récit. Titré « Repose en paix » et publié le 28 mars, l'article commence par l'évocation de l'homme respecté qu'était le salarié disparu :

« Repose en paix mon frerot. Cela fera bizarre de ne plus te voir arpenter les allées du centre commercial. » Sur les réseaux sociaux, les hommages à Alain Siekappen-Kemayou, chef de la sécurité du centre commercial O'Parinor, à Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), se multiplient. Sa disparition a créé un choc : parce qu'il était connu de tous, mais aussi parce que son jeune âge — il n'avait que 45 ans — et sa carrure de sportif semblaient l'immuniser contre le Covid-19. Et pourtant : il est décédé le vendredi 20 mars, après dix jours d'hospitalisation. « C'était devenu une vraie figure d'Aulnay-sous-Bois [...] il était tout en équilibre : il parlait cash, mais respectait les gens. C'est ce que les jeunes appréciaient. Grâce à lui, O'Parinor n'a jamais connu de violences. Tout le monde le respectait ! »

L'agent de sécurité est ici raconté dans ce que sa pratique du métier apportait au quartier et à sa ville, le respect et l'absence de violences. Le métier, rarement raconté dans les journaux, prend ici une importance qui va au-delà de la stricte fonction de maintien de la sécurité dans le centre commercial ; le salarié décédé participait au maintien de la paix sociale dans sa ville et ce rôle est salué par le portrait d'*Aujourd'hui en France*.

Autre profession mise en lumière par *Le Monde*, les employé-es des pompes funèbres que les décisions gouvernementales ont pourtant écarté-es de la catégorie des « travailleurs essentiels ». Le 11 avril, le quotidien titre « Aux pompes funèbres, "la peur au ventre" » et précise, dans le chapeau de l'article que « considérée comme non prioritaire, la profession manque de protections [et que] les opérateurs sont débordés par le nombre de décès dus à l'épidémie ». L'article interroge ensuite un employé de Seine-Saint-Denis :

« On ne sera jamais vu comme des héros même si on prend des risques et qu'on est en première ligne. » Entre deux mises en bière, Baptiste Santilly ne camoufle guère le



ressentiment que partage largement sa profession, submergée par l'épidémie de Covid-19 dans plusieurs régions. Opérateur funéraire à Pantin (Seine-Saint-Denis), dans l'un des départements les plus touchés par la crise sanitaire, le jeune homme reconnaît être « sur les rotules ». « À dix ou douze heures de travail par jour, il ne faudrait pas que ça dure deux mois », assure M. Santilly alors que les pompes funèbres de la Seine-Saint-Denis sont saturées.

C'est ici le sentiment d'abandon que souligne le récit, qui cite d'autres employé·es et qui insiste sur le rôle pourtant crucial de cette profession face à la pandémie. L'héroïsme des travailleur·euses est raconté sans fioriture, mais avec précision quant aux difficultés et au sens du service des 18 000 salarié·es du secteur confronté·es au risque constant de la contamination.

Enfin, dans un article titré « Gardiens d'immeuble : halls les cœurs », publié le 8 mai, *Libération* revient sur le rôle particulier d'une autre profession souvent considérée comme subalterne. Interrogeant plusieurs gardiens d'immeuble qui officient dans le « 93 », le quotidien raconte l'émergence de la figure essentielle des gardien·nes par le propos de l'un d'entre eux :

Des gardiens deviennent des maillons majeurs dans les chaînes de solidarité populaire. Ils accompagnent les anciens, les démunis, les handicapés. Ils leur rendent visite, font leurs courses, les rassurent. On touche à des tâches plus tacites : être confident, se muer en psychologue. À Montreuil, Jacques se réjouit d'être sorti de son image d'homme à part depuis l'apparition du Covid-19 : « Aujourd'hui, les gens sont plus polis, prennent plus de nouvelles. J'étais celui qui ramasse les poubelles, change les ampoules, demande aux jeunes de ne plus occuper les halls. Ma mission n'a pas changé mais on est plus que ça, avec la maladie. »

Les gardien·nes, figures invisibles des médias, retrouvent ici une présence discursive et narrative qui dit une humanité essentielle (se muant en « confident » et en « psychologue »). Aux côtés des caissier·es, des agent·es de nettoyage, des éboueurs, des agents de sécurité, des infirmier·es, les gardien·nes des immeubles de Seine-Saint-Denis affrontent la pandémie pour permettre à leurs concitoyen·nes de traverser l'épreuve sans subir l'épreuve supplémentaire que représenterait l'arrêt complet des activités essentielles.



Conclusion : une République « autoritaire », mais redevable

Que nous permettent de conclure ces quelques analyses quantitative et qualitative menées sur ce corpus « exemplaire » ? Le résultat le plus saillant est ce balancement narratif, dans l'ensemble des journaux, entre deux figures que tout semble opposer. D'une part, la figure stéréotypique des jeunes habitants des quartiers populaires, majoritairement construits comme défiant l'autorité de l'État, apparaît comme celle qui justifie que la République réaffirme son autorité — il en va de la survie de l'ensemble sociopolitique dans la situation de crise qualifiée de « guerre » par le chef de l'État. D'autre part, la figure, très diverse dans ses incarnations, des travailleur·es essentiel·les, apparaît comme celle de la citoyenneté exemplaire, à laquelle la République doit sa survie dans ce moment de crise.

De façon plus spécifique, deux résultats issus du regard quantitatif peuvent être notés ; le silence du quotidien de gauche, *Libération*, dans les deux requêtes « covid - travailleurs - lignes » et « crise - travailleurs - essentiels », et la focalisation numérique du *Figaro* sur les jeunes et les quartiers populaires. Pour *Libération*, le silence s'explique par le fait que les portraits émergent surtout de la requête « covid - confinement - Saint Denis » ; les récits articulent donc très étroitement les figures des héros à leurs quartiers d'habitation — c'est ce que confirme l'analyse qualitative.

La focalisation du *Figaro* sur les jeunes et les quartiers populaires s'interprète elle aussi grâce au regard qualitatif, qui fait apparaître un discours très spécifique du quotidien de droite, très inquiet des transgressions, des activités délictuelles des jeunes des quartiers populaires pendant le confinement. Malgré les circonstances particulières de leur « enfermement » dans des situations de précarité économique, sociale et de logement, les jeunes habitants des quartiers populaires demeurent donc assignés à leur altérité qui est, pour *Le Figaro*, un angle quasi exclusif de construction de la narration de ce confinement dans les banlieues. Et ce traitement médiatique est complètement déconnecté, d'un point de vue narratif, de l'article consacré aux portraits des travailleur·euses de première ligne victimes du virus. Les récits du *Figaro* ne font donc pas évoluer les stéréotypes qui



définissent une identité menaçante des jeunes gens des quartiers populaires, qui n'ont jamais la parole et dont l'altérité s'applique, par extension, à leur département d'habitation. Comme nous l'écrivions il y a quelques années dans un travail consacré aux révoltes urbaines de 2005 en France :

Les récits produisent une représentation qui instaure une double relégation : du centre vers la banlieue et des jeunes hors de l'ensemble sociopolitique [...] La perspective sociopolitique du discours renvoie ici à une « conception [qui] fait de la sécurité commune le fondement de l'État et de la société » (Hobbes, 1971). La violence est ce contre quoi le processus politique se fonde ; elle doit être rejetée et réprimée (Garcin-Marrou, 2007, 23-37).

Dans l'état de guerre défini par le Président de la République, celle-ci devient ce à l'aune de quoi *Le Figaro* disqualifie les jeunes habitants des quartiers populaires, martelant à chaque article, la nécessité de la répression face aux transgressions.

Mais une autre perspective narrative émerge des autres quotidiens qui nuancent le stéréotype de l'altérité des jeunes gens et proposent des récits beaucoup plus compréhensifs. Les explications des précarités multiples qu'affrontent les jeunes gens, leurs familles et leurs quartiers sont rappelées, expliquées et mises en regard de la difficulté à traverser le confinement et ses restrictions. Les stéréotypes liés à la figure des « jeunes des quartiers » sont assez nettement remis en question, déconstruits, y compris par la voix de policiers ou d'un prêtre catholique. Remarquons cependant que la narration des territoires urbains pauvres contraste fortement avec la rareté du discours médiatique sur les transgressions du confinement opérées, par exemple, par des « jeunes » habitant·es des quartiers bourgeois.

Il semble donc, et c'est un résultat marquant au regard de l'ensemble des travaux que nous avons pu conduire sur cette question, que cette autre conception de l'ensemble sociopolitique, souvent très marginale et présente uniquement dans les journaux de gauche, se trouve ici plus nettement déployée. Cette conception renvoie à la nécessité, identifiée par Spinoza (1965 [1670]), de fonder l'ensemble sur la participation active des sujet·tes du politique à leur histoire. Cette participation ne peut être acquise par la seule contrainte et la répression de la transgression doit s'articuler avec la compréhension de son



origine. Face au virus, donc, la grande majorité des quotidiens nationaux adopte une narration qui nuance l'altérisation, cherche à expliquer, rappelle la vie délicate des quartiers confinés et — et c'est probablement là la clef explicative — qui tisse les fils du récit des quartiers avec ceux du récit des héroïnes du quotidien.

Et c'est là un autre résultat intéressant, car pour la majorité des quotidiens, les deux figures que tout semblait opposer ont en fait en commun de raconter des habitant·es des quartiers populaires. Dès lors, la silenciation médiatique usuelle de cette population devient plus difficile à effectuer, car l'ensemble social — la République — doit sa survie aux habitant·es travailleur·euses des quartiers populaires. La crise fait s'imbriquer les différents récits et même si les désignations stéréotypées identifiant les quartiers demeurent très présentes (« quartiers populaires », « cités »), y compris pour dénoncer les difficultés des habitant·es, les figures ordinaires apparaissent, héroïques ou victimes, dans les récits. Par les portraits, nombreux, souvent émouvants de ces travailleur·euses essentiel·les de la « première » ou des autres « lignes », la parole ordinaire émerge dans les grands médias : soignant·es, employé·es des services de nettoyage, éboueurs, caissier·es ; tous et toutes prennent place dans les récits médiatiques qui relatent les difficultés et le courage de cette « armée des ombres⁷ », « invisible et essentielle ». Ces figures des héroïnes du quotidien sont par ailleurs pourvues de compétences positives — au sens narratif du terme ; la solidarité, le sens des responsabilités ou du devoir, l'héroïsme discret — autant de qualités qui réhabilitent une parole ordinaire et sa légitimité à porter une appréciation sur la situation et l'espace d'habitation. Le savoir profane, au sens où le qualifie Michel de Certeau (en opposition au savoir de l'autorité), retrouve dans ces récits une visibilité rare et permet à ces salarié·es ordinaires de dire sans honte, pour une fois, leurs compétences et leur citoyenneté urbaine. En 2019, nous faisons le constat, fondé sur des années de recherche, d'une invisibilité constante de ces savoirs profanes :

7 La formule « l'armée des ombres » renvoie au film de Jean-Pierre Melville, sorti en 1969 (tiré du roman de Joseph Kessel, également titré *L'Armée des ombres*, publié en 1943 depuis Alger, alors en France libre), qui relate l'histoire tragique d'un réseau de résistants français, pendant la Seconde Guerre mondiale et l'occupation allemande.



Rares sont les voix autorisées, dans les discours publics, issues des habitant·es, des associations, voire des jeunes acteurs des « violences urbaines ». Les savoirs profanes sont là quasi invisibles, ou alors ils sont folklorisés (notamment dans les dispositifs iconiques qui montrent la pauvreté, le délabrement ou l'altérité menaçante des jeunes habitants résidants); les identités sont marginalisées et les invisibles politiques et sociaux sont sommés de s'inscrire dans la défense d'une norme territoriale assignée (Garcin-Marrou, 2019, 163).

À l'exception près du discours du *Figaro*, il semble donc que la crise du covid ait permis qu'un autre regard médiatique soit porté sur les quartiers populaires, par l'entremise de l'émergence des héro·ïnes du quotidien que sont devenus les « travailleur·euses essentiel·les ». Dans le même mouvement, la grande majorité des discours médiatiques aura pointé les inégalités économiques, sociales, urbaines, toutes susceptibles d'expliquer les transgressions à la loi. La République apparaît aussi en creux, dans ces récits, comme redevable à ces citoyen·nes et son imperium s'efface, dans ces circonstances particulières, derrière la solidarité des travailleur·euses essentiel·les dont la Nation a pu bénéficier.



Bibliographie

- De Certeau Michel (1990), *L'invention du quotidien. Arts de faire (t. 1)*, Paris, Gallimard.
- Foucault Michel (1975), *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard.
- Garcin-Marrou Isabelle (2007), « Des “jeunes” et des “banlieues” dans la presse de l'automne 2005 : entre compréhension et relégation », *Espaces et sociétés*, vol. 128-129, n° 1-2, p. 23-37. Disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-espaces-et-societes-2007-1-page-23.htm> (page consultée le 08/12/2023)
- Garcin-Marrou Isabelle (2010), « Les émeutes de 2005 dans les discours de presse américains et français. Mémoires et diversité des regards médiatiques », in Sylvie Thiéblemont et Angeliki Koukoutsaki-Monnier (dir.), *Médias, dispositifs, médiations*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, p. 121-140.
- Garcin-Marrou Isabelle (2015), « De l'exclusion à la “guerre” : les émeutes de 2005 et 2010 dans la presse française », in Juliet Carpenter et Christina Horvath (dir.), *Regards croisés sur la banlieue*, Bruxelles, Peter Lang Éditions, p. 91-106.
- Garcin-Marrou Isabelle (2019), « Pour une analyse communicationnelle des altérités territoriales », in Julia Bonaccorsi et Sarah Cordonnier (dir.), *Territoires. Enquête communicationnelle*, Paris, Éditions des Archives Contemporaines, p. 101-112. Disponible sur : <https://www.archivescontemporaines.com/books/9782813003072> (page consultée le 08/12/2023)
- Garcin-Marrou Isabelle et Hare Isabelle (2019), « Presse écrite et événement terroriste : routines narratives et émergence de la société civile (1995-2016) », *Le Temps des médias*, vol. 32, n° 1, p. 153-169.
- Greimas Algirdas Julien (1983), *Du Sens, II*, Paris, Éditions du Seuil.
- Hobbes Thomas (1971 [1651]), *Léviathan*, trad. de François Tricaud, Paris, Sirey.
- Krieg-Planque Alice (2009), *La Notion de « formule » en analyse du discours. Cadre théorique et méthodologique*, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté.
- Moirand Sophie (2007), *Les discours de la presse quotidienne. Observer, analyser, comprendre*, Paris, Presses universitaires de France.
- Noûs Camille (2019), « Covid-19, la guerre et les quartiers populaires », *Sociétés contemporaines*, vol. 116, n° 4, p. 187-201.
- Spinoza Baruch (1965 [1670]), *Traité théologico-politique*, trad. de Charles Appuhn, Paris, Garnier-Flammarion.
- Wrona Adeline (2012), *Face au Portrait. De Sainte-Beuve à Facebook*, Paris, Hermann.



Liste des 39 articles retenus (mars-mai 2020)

1. *Le Monde* (17 mars 2020), « Dimanche 15 mars : le premier jour de l'après », rubrique « Coronavirus », p. 18.
2. *La Croix* (19 mars 2020), « Travailleurs essentiels », rubrique « Éditorial », p. 1.
3. *L'Humanité* (20 mars 2020), « Chair à canon », rubrique « Éditorial », p. 3.
4. *Le Figaro* (21 mars 2020), « La tension monte dans les quartiers sensibles », rubrique « Politique », p. 2.
5. *Le Figaro* (21 mars 2020), « Les maires, gestionnaires de crise », rubrique « Politique », p. 2.
6. *Le Monde* (22 mars 2020), « La France des caissières », rubrique « Horizons », p. 15.
7. *Le Monde* (24 mars 2020), « Dans les quartiers, la difficulté de rester confiné », rubrique « Coronavirus », p. 11.
8. *Aujourd'hui en France* (25 mars 2020), « Aurélie Calibre, Infirmière en réanimation », rubrique « Le Fait du jour », p. AUJM2.
9. *Le Figaro* (25 mars 2020), « Les forces de l'ordre en première ligne », rubrique « Société », p. 10.
10. *Libération* (27 mars 2020), « Touché par le virus, le trafic en pleine mutation », rubrique « Événement Société », p. 14-15.
11. *Le Figaro* (27 mars 2020), « En banlieue, la “ Cocotte-Minute” frémit », rubrique « Société », p. 9.
12. *Le Figaro* (27 mars 2020), « Sous le calme apparent des cités de Bagneux se noue un drame sanitaire », rubrique « Société », p. 9.
13. *Aujourd'hui en France* (28 mars 2020), « Repose en paix », rubrique « Le Fait du jour », p. AUJM5-M6.
14. *Le Monde* (30 mars 2020), « Les travailleurs étrangers en première ligne face au coronavirus », rubrique « Coronavirus », p. 12.
15. *Le Figaro* (30 mars 2020), « Nous nous sentons investis d'une mission, nous avons continué à travailler pour ne pas passer pour des déserteurs », rubrique « Économie », p. 29.
16. *Le Monde* (31 mars 2020), « Un infirmier au chevet des quartiers populaires », rubrique « Coronavirus », p. 14.
17. *Le Monde* (31 mars 2020), « La majorité surveille la contagion de la colère », rubrique « Coronavirus », p. 11.
18. *Le Figaro* (31 mars 2020), « La peur d'un second front en banlieue », rubrique « Société », p. 7.



19. *Le Monde* (2 avril 2020), « Les travailleurs invisibles sortent de l'ombre », rubrique « Économie », p. 14.
20. *Le Figaro*, (2 avril 2020), « À la Castellane, les dealers déconfinés », rubrique « Dernière page », p. 27.
21. *Libération* (3 avril 2020), « En banlieue, je n'ai jamais vu de gens dans les parcs », rubrique « Événement Santé », p. 6.
22. *La Croix* (4 avril 2020), « Ensemble, malgré tout », rubrique « Mag », p. 20-30.
23. *Libération* (10 avril 2020), « Carrefour, RATP, Renault : trois entreprises endeuillées », rubrique « Événement », p. 4-5.
24. *Le Monde* (11 avril 2020), « Aux pompes funèbres, "la peur au ventre" », rubrique « Coronavirus », p. 8.
25. *Aujourd'hui en France* (12 avril 2020), « Les cités n'ont pas craqué », rubrique « Faits divers », p. AUJM13.
26. *Le Monde* (16 avril 2020), « Covid-19 : invisible et essentielle, l'armée de l'ombre des hôpitaux », rubrique « Coronavirus », p. 2.
27. *Le Monde* (18 avril 2020), « Dans les quartiers populaires, une vie à bout de souffle », rubrique « Coronavirus », p. 10.
28. *Le Monde* (22 avril 2020), « "Dans les quartiers, on frôle le point de rupture" », rubrique « Coronavirus », p. 12.
29. *Aujourd'hui en France* (22 avril 2020), « "La situation est exacerbée par le covid-19" », rubrique « Faits divers », p. AUJM12.
30. *Le Monde* (23 avril 2020), « Regain des tensions dans plusieurs quartiers défavorisés », rubrique « Coronavirus », p. 11.
31. *La Croix* (23 avril 2020), « À Bondy, élus et habitants sur tous les fronts », rubrique « La crise du Covid-19 », p. 5-6.
32. *L'Humanité* (27 avril 2020), « "Les ventres affamés du Covid-19" », rubrique « Solidarité », p. 2.
33. *Le Figaro* (4 mai 2020), « Les nouvelles catégories socioprofessionnelles de la pandémie », rubrique « Chroniques », p. 33.
34. *Libération* (8 mai 2020), « Gardiens d'immeuble : halls les cœurs », rubrique « Événement », p. 8-9.
35. *Libération* (8 mai 2020), « Aux avant-postes de la crise », rubrique « Événement », p. 2-3.
36. *Aujourd'hui en France* (10 mai 2020), « Les fins de mois sont difficiles, mais "on doit se protéger" », rubrique « Le Fait », p. AUJM4.
37. *Libération* (15 mai 2020), « Un "merci" et c'est tout ? », rubrique « Événement », p. 2-3.
38. *La Croix* (22 mai 2020), « À Bagnolet, les associations et la ville main dans la main », rubrique « Grand format », p. 24-25.



39. *Le Monde* (25 mai 2020), « Les morts de la première ligne », rubrique « Idées », p. 27.